

POPULATION & SOCIÉTÉS

Israël et Palestine : combien d'hommes demain ?

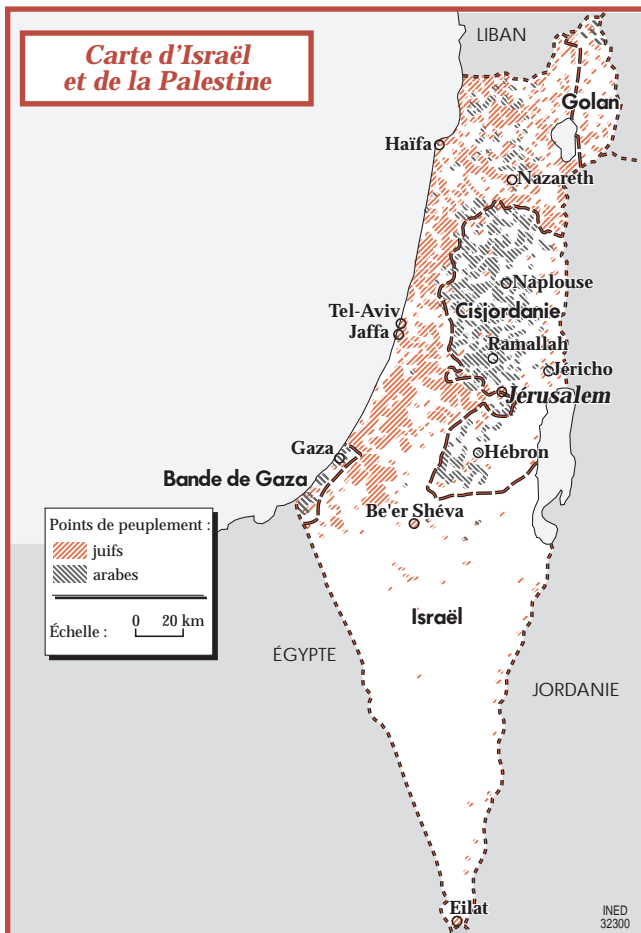
En 2000, Israël compte 6,1 millions d'habitants, sans les Palestiniens des territoires occupés et annexés, mais y compris les juifs des colonies de peuplement. 650 000 habitants vivent à Jérusalem y compris sa partie annexée, dont 210 000 non-juifs, Palestiniens principalement (228 000 de source palestinienne). La population juive est passée de 717 000 habitants en 1948 à 5,1 millions en 2000, soit une croissance au taux exceptionnellement élevé de 3,8% par an, dont 49% est due à l'immigration nette. De son côté, la population

palestinienne d'Israël (Arabes israéliens), qui ne comptait que 156 000 rescapés de l'exode en 1948, est aujourd'hui proche d'un million (948 000); sa croissance démographique a ainsi presque égalé celle des juifs, du seul fait de sa croissance naturelle: 3,5% par an. Les ashkénazes (juifs originaires d'Europe et d'Amérique) représentent 35% de la population totale – sans compter ceux d'ex-URSS –, les séfarades (originaires d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Asie), 32% et les originaires d'ex-URSS, 17%. Le reste de la population (16%) est constitué des Palestiniens de citoyenneté israélienne, qui ne sont pas tous musulmans mais comptent des chrétiens et des druzes en nombre significatif. La Palestine, qui est encore à créer au plan étatique, compterait aujourd'hui 3,2 millions d'habitants (sans les colons juifs) en rassemblant les populations de la Cisjordanie (1 840 000 habitants), de Jérusalem-Est (228 000) et de Gaza (1 120 000).

Mais les diverses composantes de ces populations ont des rythmes de croissance différents; des réactualisations et des projections répétées sont donc nécessaires. Or, il aura fallu près de cinq ans après les dernières projections officielles de 1995 pour que le Bureau central de statistique (CBS) d'Israël en publie de nouvelles à l'horizon 2020 [1]. D'autres circulent aussi [2 et 3], dont il sera fait état. Les voisins d'Israël, les Palestiniens notamment, seront curieux de voir son avenir démographique, en cette phase critique où rien ne semble tracé d'avance. Coïncidence? Presque en même temps, comme pour bien marquer son territoire, le Bureau central de statistique palestinien publiait ses propres projections démographiques.

◆ Une typologie affinée, mais encore insuffisante

Outre qu'elles distinguent pour la première fois les vétérans des nouveaux immigrants, les projections israéliennes affinent les critères de classification sur le plan religieux: aux juifs, musulmans, chrétiens (arabes ou non) et druzes s'ajoutent désormais les personnes sans religion ou non classées. Répondant aux réalités



Un peu d'histoire

La Palestine du mandat britannique cessa d'exister en 1948. L'État d'Israël (20 330 km²) lui succéda tandis qu'une partie du reste du territoire, la Cisjordanie principalement (5 640 km²), y compris Jérusalem-Est (67 km²), fut incorporée au Royaume hashémite de Transjordanie, donnant naissance à la Jordanie, et que la bande de Gaza (380 km²) passait sous administration égyptienne. Après la guerre israélo-arabe de juin 1967, Israël occupa ces territoires. Divisée après 1948 en Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est, la ville fut réunifiée par les Israéliens après l'annexion de sa partie orientale. Les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens doivent décider du statut final de ces territoires. Certains sont administrés par les Palestiniens (zones A, civile et militaire, et B, civile seule), d'autres occupés (zone C) ou encore annexés (Jérusalem-Est) par les Israéliens. Partout, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza, près de 300 000 colons juifs se sont implantés, de telle sorte que la taille ultime d'Israël et de la Palestine est toujours objet de conjectures.

d'une immigration pluri-confessionnelle, le Bureau central de statistique vient de forger le concept de « population juive étendue » (*Extended Jewish population*), regroupant juifs, chrétiens non arabes et indvidus sans religion déclarée. Le reste de la population est constitué des Arabes, qui sont pour la plupart des Palestiniens : musulmans, chrétiens arabes et druzes.

En revanche, les projections officielles ne distinguent pas les résidents juifs en Israël *stricto sensu* de ceux des colonies implantées en territoire palestinien. En outre, elles n'appréhendent pas la citoyenneté juridique : elles amalgament les Palestiniens citoyens israéliens (donc habilités à voter) et les non-citoyens (Palestiniens de Jérusalem-Est et Syriens du Golan). Selon les données utilisées au point de départ de la projection officielle, la population arabe comptait 1 004 000 individus en 1995, celle des Palestiniens citoyens israéliens, électeurs actuels et potentiels, 805 000 (1). La différence n'est pas mince, ni au plan démographique, ni au plan politique. Enfin, les projections officielles, tout comme celles des chercheurs, négligent les 200 000 à 250 000 travailleurs immigrés (ni juifs ni Palestiniens), considérés comme résidents temporaires, bien qu'ils soient nombreux à s'enraciner.

◆ Les ultra-orthodoxes, ultra-féconds

Certains critères qui ne sont pas pris en compte par la statistique officielle, comme l'ethnie et la religiosité, ont des connotations fortes au plan social et politique. Les chercheurs ont tenté de combler ces lacunes. Berman, par exemple, trouve une fécondité plus élevée et en moindre diminution chez les séfarades que chez les ashkénazes [4]. Quant à l'influence de la religiosité, Della Pergola estime la fécondité des ultra-orthodoxes, qui représentaient 7% de la population juive en 1995, à 6,4 enfants par femme ; pour les orthodoxes (18% de la population juive), l'indice est de 4,4 tandis que pour les laïcs et religieux modérés (75%),

(1) En déduisant 181 800 Palestiniens de Jérusalem-Est et 17 300 Syriens du Golan.

il n'est que de 2,4. Berman constate en outre des remontées spectaculaires de la fécondité chez les ultra-orthodoxes séfarades (de 4,6 enfants par femme en 1980-1984 à 7,2 en 1994-1996) et ashkénazes (de 6,9 à 7,8) et un plafonnement chez ceux de la troisième génération (2) (de 8,7 à 7,9). Avec une légère inflexion des tendances actuelles, Della Pergola prévoit donc une progression de la part des ultra-orthodoxes qui passerait de 7% de la population juive en 2000 à 11% en 2020 puis à 17% en 2050, à supposer que l'ultra-orthodoxie continuera de se transmettre de père en fils. Aux mêmes dates, la part des orthodoxes passerait de 18% à 21% puis à 24%, tandis que celle des laïcs et religieux modérés diminuerait de 75% à 68% et 59%. Cependant, l'intensité de la pratique religieuse à la hausse ou à la baisse – et le nombre d'enfants à laquelle elle est fortement corrélée – est sujette à transformation au fil des générations.

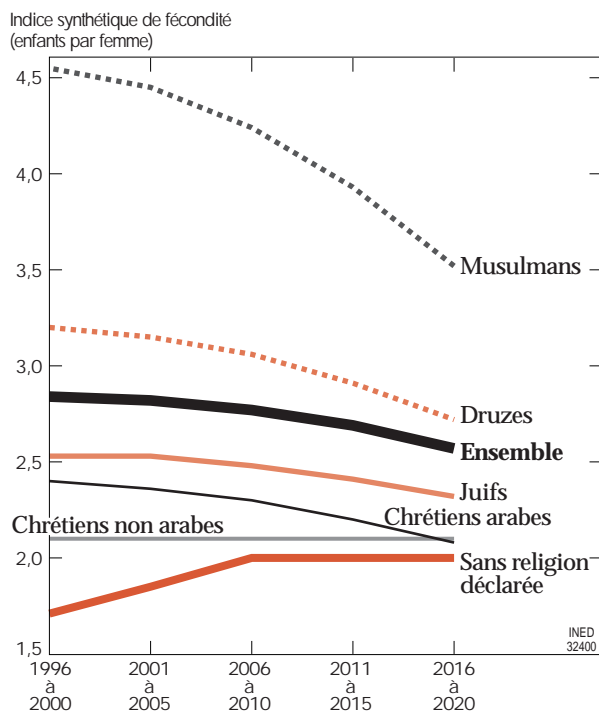
◆ Des hypothèses à contre-courant de l'orthodoxie démographique ?

Les projections israéliennes proposent trois variantes pour la période 1995-2020, la variante moyenne étant considérée comme la plus plausible. Selon la variante haute, la fécondité restera constante pour tous les groupes ; l'immigration nette, qui ne concerne que la « population juive étendue » et non les Palestiniens, sera positive mais légèrement décroissante et la mortalité sera en baisse pour tous les groupes (hypothèses identiques dans les trois variantes). Selon la variante moyenne, la fécondité (figure 1) sera en diminution sensible pour les musulmans, un peu moins forte pour les druzes, légère pour les juifs et les chrétiens arabes, tandis qu'elle sera constante pour les chrétiens non arabes et en augmentation pour les personnes sans religion et les immigrants d'ex-URSS ; l'immigration nette, pour la seule « population juive étendue », sera positive mais plus fortement décroissante que dans la variante haute. Enfin, selon la variante basse, la fécondité tombera sous le seuil de remplacement pour tous les groupes juifs et non juifs ; les migrations nettes, d'abord positives, deviendront négatives.

La variante moyenne ose contredire le dogme de l'inexorable transition vers la fécondité de remplacement (2,1 enfants par femme). Implicitement, le Bureau central de statistique reconnaît des régimes démographiques à plusieurs vitesses et une forte fécondité qui a toutes les chances de se pérenniser. Chez les juifs, les composantes orthodoxe et ultra-orthodoxe devraient parvenir à contrebalancer la fécondité modérée des laïcs. Avec un indice de 2,3 enfants par femme en 2016-2020, les juifs israéliens auraient autant d'enfants que ce que prévoient les Nations unies pour... les Syriens [5]. Plus curieuse encore, leur fécondité dépasserait celle de la plupart des pays arabes et du Moyen-Orient : Égypte, Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Turquie et Iran, dont la fécondité diminuerait d'après les Nations unies jusqu'au plancher de 2,1 enfants par femme. Les juifs israéliens (et les Palestiniens d'Israël et de Palestine)

(2) Personnes nées en Israël d'un père lui-même né en Israël.

Figure 1 - Évolution de la fécondité en Israël selon la religion à l'horizon 2020, variante moyenne



Source : D'après Central Bureau of Statistics, *Projections of Israel's population until 2020* (données non publiées).

seraient, avec la Mauritanie, le Soudan, l'Arabie saoudite, le Yémen et l'Irak, parmi les retardataires de la transition démographique. De son côté, la fécondité musulmane en Israël devrait baisser de 4,6 enfants par femme actuellement à 3,5 en 2016-2020 (3). C'est à la fois peu et beaucoup. Puisque, contre toute attente, cette fécondité n'a pas varié au cours des dix dernières années, pourquoi le ferait-elle durant les deux prochaines décennies? Et si elle doit baisser, pourquoi pas aussi vite qu'en Syrie, en Égypte ou au Maghreb? Par rapport au monde arabe, les Arabes israéliens ne jouissent-ils pas, dit-on, d'atouts socio-économiques et culturels? Pour expliquer l'évolution déroutante de la fécondité arabe en Israël, les démographes israéliens n'invoquent pas des causes politiques, mais le maintien des relations familiales et « l'action vigoureuse de forces plus traditionnelles au sein de la communauté » (4).

Sur le plan des migrations, la variante moyenne contraste avec les précédentes projections de 1995 qui prévoyaient un ralentissement puis une inversion des flux migratoires. S'agit-il de l'effet des bonnes performances de l'économie israélienne, qui incitent à l'optimisme? Entre 1995 et 2020, on prévoit désormais un apport net de 415 000 immigrants d'ex-URSS, dont 255 000 juifs (62%), et de 275 000 immigrants du reste

(3) Ainsi, la fécondité de tous les Palestiniens d'Israël (musulmans, chrétiens et druzes) diminuera de 4,3 à 3,1 enfants par femme. Cette réduction est plus faible que celle que nous avons prévue à l'occasion d'un exercice similaire (2,7 en 2016-2020), cf. [6].

(4) Selon l'expression allusive de Sergio Della Pergola et al., [2]. Les explications du Bureau central de statistique (*Projections of Israel's population until 2020*, manuscrit non publié) sur le maintien de la fécondité musulmane sont moins claires. La constance du niveau de la fécondité arabe dans le futur n'est pas exclue, mais est réservée à l'hypothèse haute.

de l'Europe et d'Amérique. L'immigration contribuerait ainsi à la diversité religieuse au sein de la « population juive étendue » en incorporant davantage de chrétiens et de personnes sans religion déclarée.

◆ En 2020, une population nombreuse et plus hétérogène

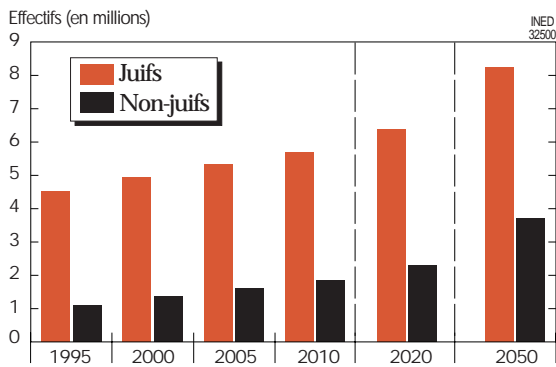
Le nombre d'habitants d'Israël à l'horizon des vingt prochaines années n'est évidemment pas indépendant de la question des frontières. En 2020, Israël compterait au minimum 7,8 millions d'habitants (variante basse, sans annexion de Jérusalem-Est et du Golan) et au maximum 9,1 millions (variante haute, avec annexion de Jérusalem-Est, du Golan et de la zone C en Cisjordanie) (5). La variante moyenne aboutit à une population de 8,3 millions sans Jérusalem-Est et le Golan et de 8,7 millions avec (soit une croissance annuelle moyenne de 17,4‰ de 1995 à 2020). Quelle que soit l'étendue future du territoire israélien, à ce jour indéterminée, sa population dépassera toutes les estimations antérieures (6), tant on avait sous-évalué son potentiel de croissance naturelle et migratoire. Avec un taux annuel moyen d'accroissement total de 17,4‰ de 1995 à 2020, Israël dépasserait la quasi-totalité des pays arabes (sauf ceux de la péninsule arabique), ainsi que l'Iran et la Turquie. Du coup, Israël devrait se hisser au rang des pays à très forte densité de population, comme les Pays-Bas.

Bienfait ou malédiction? La croissance démographique rapide irait de pair avec une hétérogénéité croissante de la population. Laissons la parole aux démographes israéliens. Della Pergola et ses collègues insistent sur les « développements indésirables qui pourraient surgir d'une continuation indéfinie des tendances démographiques actuelles ». Les défis sont énormes : équilibre entre jeunes et vieux, entre juifs de la diaspora et juifs d'Israël ou entre juifs et non-juifs en Israël. Selon la projection officielle, la population palestinienne (Jérusalem-Est compris) passerait de 1 million en 1995 à 2 millions en 2020 (la « population juive élargie » atteignant 6,7 millions), soit 23 % de la population totale. En adoptant la même méthodologie et en prolongeant les tendances du Bureau de statistique, Della Pergola estime qu'en 2050, la population non juive (dont neuf dixièmes sont palestiniens) atteindrait 3,7 millions pour 8,2 millions de juifs, soit 31 % de la population totale (figure 2). À Jérusalem, l'épicentre du conflit israélo-palestinien, quelles que soient les hypothèses de fécondité et de migration envisagées, la population palestinienne va plus que doubler entre 1995 et 2020; elle représentera entre 35 % et 43 % de la Ville Sainte « réunifiée » en 2020, contre 30 % en 1995 [9]. Le problème de l'équilibre

(5) Si Israël, outre Jérusalem-Est et le Golan, annexe la zone C en Cisjordanie, dont la population palestinienne s'élevait à 63 400 habitants fin 1997, il faudra ajouter quelque 120 000 habitants supplémentaires à la population totale et autant à sa population arabe (qui dépassera ainsi 2 millions d'habitants), cf. [7].

(6) Nous avons respectivement prévu en 1992 et en 1999 une population (sans Jérusalem-Est et le Golan) de 6,9 millions et de 7,5 millions en 2020, soit 20 % et 11 % de moins [8]. Les Nations unies (dont la projection entérine, à l'instar de celle des démographes israéliens, l'absorption de Jérusalem-Est et du Golan), donnent un effectif de 8,0 millions, soit 9 % de moins.

Figure 2 - Population juive et non-juive en Israël à l'horizon 2050



Sources : Central Bureau of Statistics, *Projections of Israel's population until 2020* et Della Pergola et al., [5] (pour 2050).

démographique dans la « Jérusalem réunifiée » n'en prend que plus d'ampleur.

Le seul groupe que le Bureau de statistique distingue au sein de la « population juive étendue » est celui des immigrants d'ex-URSS. Ils ne sont pas tous juifs et présentent les particularités d'un nouveau groupe ethnique : utilisation de la langue russe plutôt que de l'hébreu, faible pratique religieuse, mariages mixtes avec des non-juifs, vote préférentiel pour les deux partis ethniques russes *Yisrael Ba'Aliya* et *Yisrael Beitenu*, qui regroupent 10 des 120 députés du parlement israélien, plutôt que pour les autres partis de l'establishment israélien... On les a donc projetés indépendamment. Leur nombre passerait de 576 000 en 1995 à 1,1 million en 2020, soit 16,5 % de la « population juive étendue ».

◆ Guerre des berceaux ou bataille de chiffres ?

Israël n'est pas seul à s'accroître rapidement dans la région. L'Autorité palestinienne prévoit une croissance encore plus rapide de sa population : les 2,8 millions d'habitants recensés en 1997 seraient au nombre de 6,5 millions en 2020 [10], sur un territoire il est vrai encore mal défini et dont le statut est en discussion. Au total, les deux États qui se partageront le territoire de l'ancienne Palestine du mandat britannique compteraient 14,8 millions d'habitants en 2020. Remarquable résultat sachant que, avant la guerre de 1948, la Palestine mandataire ne comptait que deux millions d'habitants, dont deux tiers de Palestiniens et un tiers de juifs. En 2020, ces proportions qui avaient été bouleversées par l'exode palestinien, se rapprochent de la situation *ex ante*, mais à une échelle autrement plus grande : dans vingt ans, ce territoire compterait 8,1 millions de Palestiniens (en territoire palestinien et en Israël) et 6,4 millions de juifs au sens religieux (6,7 pour la « population juive étendue »). Tous ces chiffres ont évidemment un aspect « fixiste », supposant une étanchéité totale entre les populations : pas de mariages mixtes entre juifs, musulmans et chrétiens, ou entre religieux et laïcs juifs.

La Palestine détiendrait le record mondial de la croissance démographique : 37,7 % par an contre 17,4 % en Israël entre 1995 et 2020. Dans l'un et l'autre

pays, malgré l'apparente saturation du territoire, des immigrants (ou des émigrés de retour) viendraient en nombre substantiel (un demi-million en Palestine, 700 000 en Israël) en renfort d'une fécondité inconnue ailleurs de par le monde : 5,93 enfants par femme en 1997 en Palestine, encore 3,52 en 2020. À l'aune des normes habituelles des projections de l'Onu, migrations au compte-gouttes et fécondité irrévocablement tirée vers le seuil de remplacement, ces chiffres semblent exorbitants, le reflet d'un autre âge. En 2020, une fécondité aussi élevée qu'en Israël et en Palestine ne se rencontrerait plus qu'en Afrique sub-saharienne, en péninsule arabique (Arabie, Oman, Yémen) ou alors en Afghanistan, au Bhoutan, au Laos, sinon dans les lointains Paraguay ou îles Salomon.

Faut-il douter de la crédibilité de ces projections, les réfuter en les considérant comme un élément du contentieux israélo-palestinien, une bataille de chiffres de plus ? Non, car ces scénarios sont plausibles. Si le meilleur guide pour l'avenir est le passé, il n'est pas exclu que la singularité démographique d'Israël et de la Palestine, avec les tensions politiques, ethniques et sociales comme composante majeure des tendances démographiques [11], puisse se confirmer durant le prochain quart de siècle. Le processus de paix, s'il venait à satisfaire les deux parties, contribuerait-il à faire baisser la croissance démographique ? Sans doute. Mais il ne faut pas oublier l'élément proprement israélien : la présence de groupes ethniques et religieux qui peuvent jouer le poids du nombre en vue d'augmenter leur accès aux ressources économiques et leur part dans les instances politiques.

Youssef COURBAGE

— RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES —

- [1] Central Bureau of Statistics – *Statistical Abstract of Israel 1999*, n° 50, Jerusalem, 1999, p. 56-59.
- [2] Sergio DELLA PERGOLA, Uzi REBHUN, Mark TOLTS – « Prospecting the Jewish future population projections 2000-2080 », *American Jewish Year Book*, Vol. 100, New York, 2000.
- [3] Sergio DELLA PERGOLA – « Israel's population and Middle East normalization: trends and challenges », in *Lezione dalle scuole estive sul processo di pace in Medio Oriente*, C.I.R.P., Università degli Studi di Bari, Bari, 2000.
- [4] Eli BERMAN – « Sect, subsidy and sacrifice: An economist's view of ultra-orthodox Jews », *Quarterly Journal of Economics*, August 2000.
- [5] United Nations – *World Population Prospects – The 1998 revision*, New York, 1999.
- [6] Youssef COURBAGE – *Nouveaux horizons démographiques en Méditerranée*, Paris, Ined, 1999, p. 115-122.
- [7] Philippe FARGUES – « Des cartes dans quel jeu ? Les accords israélo-palestiniens et la démographie », *Revue d'Études Palestiniennes*, n° 23, printemps 2000.
- [8] Youssef COURBAGE et Philippe FARGUES – *Chrétiens et juifs dans l'Islam arabe et turc*, Fayard, 1992.
- [9] Sergio DELLA PERGOLA – « A new look at Jerusalem's future population: demography, multi-culturalism and urban planning », *European Population Conference*, The Hague, September 1999, p. 13.
- [10] Palestinian Central Bureau of Statistics – *Population in the Palestinian territory, 1997-2025*, Ramallah, 1999.
- [11] Philippe FARGUES – « Protracted national conflict and fertility: Palestinians and Israel in the XXth century », *Population and Development Review*, September 2000.